

### Déclaration liminaire FORCE OUVRIÈRE

Madame la Présidente,

Le CCE d'EDF SA est réuni ce jour dans un contexte particulièrement difficile voire inquiétant au regard des dernières actualités :

La première est relative au Conseil Supérieur de l'Énergie qui s'est tenu le 12 octobre dernier sous la contrainte de BRUXELLES.

À son ordre du jour, plusieurs projets de texte, soumis à avis, qui restructurent totalement le droit des installations hydroélectriques.

Bien que refusant d'appliquer le Statut des IEG à leur personnel, il semble que les opérateurs alternatifs poursuivent leur travail de **démantèlement des services publics** en contestant les dispositions de la loi permettant de renouveler les concessions existantes contre travaux.

Alors que l'entreprise a fortement investi dans la maintenance des ouvrages hydrauliques, elle se verrait ainsi menacée par la Commission Européenne de mise en concurrence directe sur l'ensemble des concessions, voire même se faire interdire la participation aux appels d'offres, avec toutes les conséquences économiques et sociales qui en découleraient.

La deuxième concerne un engagement fait par notre PDG au Ministère de Tutelle à étudier l'unique hypothèse de fermeture des 2 réacteurs de FESSENHEIM pour permettre le report de démarrage de l'EPR.

L'acceptation de ce report serait assortie d'une injonction gouvernementale à déposer la demande d'arrêt de FESSENHEIM avant juin 2016 pour une fermeture effective en 2018, avec également toutes les conséquences économiques et sociales connues, notamment par l'expertise réalisée en son temps à la demande du CCE.

Concernant ces 2 actualités, pouvez-vous, Madame la Présidente, en confirmer l'authenticité devant la représentation du personnel ?

Ces éléments s'ajoutent à un contexte économique déjà difficile :

- par l'obligation d'investissements massifs pour sécuriser et rentabiliser le parc nucléaire.
- Par des pertes de parts de marché conséquentes, induites par l'arrêt programmé des Tarifs Régulés de Vente et dont les effets se font déjà sentir sur l'emploi.
- Par l'acquisition forcée d'AREVA NP.

Madame la Présidente, alors que, dans le cadre d'un modèle d'entreprise de Service Public qui a fait ses preuves, nous sommes en passe de :

- réussir le renouvellement de nos compétences,
- prolonger en toute Sûreté nos installations de production,
- assurer la pérennité d'une filière industrielle reconnue mondialement et créatrice d'emplois,
- assurer la fourniture d'une énergie décarbonnée concurrentielle à nos concitoyens,
- maintenir l'indépendance énergétique du pays,

Nous avons le sentiment, pour ne pas parler de certitude, que **tout converge vers la volonté politique et économique de provoquer le naufrage à moyen terme d'EDF SA et de son modèle social.**

Force Ouvrière vous alerte solennellement des risques sociaux inhérents à une situation d'entreprise que nous mesurons préoccupante, voire dangereuse pour les femmes et les hommes qui la composent, et pour lesquels nous avons également un devoir d'alerte.

Vous le savez, les hydrauliciens seront dans l'action dès le 4 novembre, et ceci en lien direct avec les éléments évoqués.

Les récentes annonces ne vont pas dans le sens d'un apaisement, mais plutôt dans celui d'une extension du mécontentement à d'autres secteurs de l'entreprise et non des moindres.

Sachez, Madame la Présidente, que dans ce contexte, Force Ouvrière prendra toute ses responsabilités dans le soutien des agents qui exprimeront des inquiétudes que nous mesurons légitimes et fondées.